

UNIVERSITÉ «OVIDIUS» CONSTANȚA
DÉPARTEMENT DE L'ÉCOLE DOCTORALE DE THÉOLOGIE
DISCIPLINE: THÉOLOGIE

Thèse de doctorat

**LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET SES CONSÉQUENCES SUR LA VIE DE
L'ÉGLISE JUSQU'AU XX^e SIÈCLE**

-résumé-

DIRECTEUR DE THÈSE
Prêtre Prof. Dr. Nechita Runcan

AUTEUR:
Prêtre Sebastian Emanuel Suciu

CONSTANȚA
2019

TABLE DES MATIÈRES :

Introduction / 2

1. Motivation de la recherche et l'actualité du thème / 2
 2. État actuel de la recherche / 9
 3. Les objectifs de l'ouvrage et la méthodologie/ 17
- I. Raisons politiques et économiques, philosophiques et religieuses de la Révolution Française / 21
1. La situation sociale pendant l'ancien Régime / 22
 - a. La monarchie / 22
 - b. Les nobles / 27
 - c. Tiers état: le peuple / 32
 - d. Une nouvelle force: la bourgeoisie / 37
 2. La faillite de la Couronne / 40
 3. Le tableau religieux à la veille de la Révolution française/ 45
 - a. L'église romano-catholique / 45
 - b. La contribution janséniste aux préparatifs de la Révolution / 51
 - c. Les huguenots – entre persécutés et formateurs d'opinion / 53
 - d. Le recul de la religiosité populaire française au XVIIIe / 56
 4. Remarques sur les idées illuministes, considérées la source de l'antipathie révolutionnaire à l'égard de l'Église et du christianisme / 58
 - a. Sur les idées Voltaire sur l'Église et la religion / 59
 - b. Jean-Jacques Rousseau et l'embarras du choix entre la „religion naturelle ”et „la religion civile” / 63
 5. Mentalité collective au seuil de la Révolution / 71
- II. Étape parlementaire de la Révolution (Mai – Juillet 1789) / 77
1. L'abbaye Sieyès et le manifeste *Qu'est-ce que le Tiers-État?* (Janvier 1789) / 77
 2. Les discussions autour de la procédure de vote des États généraux (printemps 1789) / 78
 3. La création des Communes (6 Mai 1789) et les réunions de l'Assemblée Nationale (17 Juin – 9 Juillet 1789) / 81
- III. L'éclat de la Révolution / 86
1. La chute de la Bastille (14 Juillet 1789) et la „La Grande Peur” (17 Juillet – 3 August 1789) / 86
 2. Proclamation de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* (26 August 1789) et les événements qui ont suivi / 90
- IV. La Lutte révolutionnaire contre l'Église romano-catholique de France / 96
1. La sécularisation des biens ecclésiastiques catholiques (2 Novembre 1789) / 96
 2. La *Constitution civile du clergé* (12 Juillet 1790) / 99

3. La division du clergé romano-catholique et la persécution des prêtres „réfractaires” / 104
- V. *La Terreur* (5 Septembre 1793 – 27 Juillet 1794) et le projet de déchristianisation de la France / 113
1. Les violences contre le clergé depuis 1792 jusqu’à l’instauration de la Terreur / 113
 - a. Le Martyre de l’Abbé Lauga / 115
 - b. Les Massacres de Septembre 1792 / 119
 2. La tentative de déchristianisation de la France et la déportation du clergé / 121
 - a. Les prémisses et les mécanismes de la Terreur / 121
 - b. Les abdications sacerdotales et les mariages des prêtres / 124
 - c. Les déportations des membres du clergé / 127
 - d. Un bilan impossible / 129
 3. Écrasement de la contra révolution vendéenne (1793-1794) / 131
 4. La réforme du calendrier / 134
 5. L’introduction du culte de la Raison et de l’Être suprême / 136
 6. Des exemples de l’iconoclasme révolutionnaire / 140
 7. Modification des toponymes et le bannissement de prénoms chrétiens / 143
- VI. L’Église Romano-Catholique de France redevient légale (1795-1802) / 146
1. L’Église Romano-Catholique de France redevient graduellement légale (1795) / 146
 2. Le Concordat avec le Vatican (15 Juillet 1801) / 151
- VII. Les répercussions de la Révolution sur l’Église et sur la religiosité française / 157
1. Considérations sur les répercussions de la Révolution sur l’Église et sur la religiosité française / 157
 2. Un épilogue tardif de la Révolution française: La loi de la laïcité 1905 / 162
- VIII. Les Conséquence de la Révolution Française pour le christianisme est-européen / 176
1. Sur l’influence de l’Illuminisme et sur les suites de la Révolution Française en Russie jusqu’à la Révolution d’Octobre 1917 / 176
 - a. L’Illuminisme et l’Église Orthodoxe russe dans le XVIIIe et le XIXe siècle / 176
 - b. La Révolution Française aperçue par les intellectuels russes avant la Révolution de 1917 / 181
 2. Les implications nationalistes de la Révolution Française sur le christianisme est-européen (1821-fin du XIXe siècle) / 184
 - a. Le Patriarcat Œcuménique et la lutte pour l’autocéphalie des églises du sud-est de l’Europe / 184
 - b. L’affirmation de „l’idée nationale” et l’émancipation de l’église: le cas des Pays Roumains / 187
 3. La Révolution française et le marxisme / 196

- a. La revendication de la Révolution Française par l'idéologie marxiste /196
- b. Notes sur le concept marxiste de la religion et de l'Église / 198
- 4. Les implications sécularistes de la Révolution Française sur le christianisme est-européen au XXe siècle / 204
 - a. De la lutte idéologique à la persécution: l'Église Orthodoxe Russe dans les premières années du régime communiste / 204
 - b. Remarques sur la politique religieuse promue par L'État roumain en ce qui concerne l'Église Orthodoxe de Roumanie, pendant les premières années du régime communiste (1946-1964) / 213
- 5. Considérations sur l'identité confessionnelle et sur le sécularisme post-communiste dans les pays de l'Europe de l'Est au début du XXI e siècle / 226
- X. Conclusions / 232

Bibliographie / 237

- A. Sources écrites / 237
- B. Sources électroniques / 238
- C. Livres et monographies / 240
- D. Études et articles / 246
- E. Autres documents électroniques / 247

ANNEXES / 251

- I. Tableau chronologique des événements les plus importants de la Révolution, déroulées sur le territoire européen, jusqu'au couronnement de Napoléon Bonaparte (1804) / 254
- II. Martyrs during the French Revolution († 1792-1799) / 266
- III. Glossaires de noms / 325
- IV. Glossaires de termes techniques / 328
- V. Cartes / 334
- VI. Caricatures et estampes avec sujet religieux pendant la Révolution Française / 341

INTRODUCTION

La thèse de doctorat avec le titre „La Révolution française et ses conséquences sur la vie de l'Église jusqu'au XXe siècle” se propose de remémorer les principales étapes de la Révolution française, dans une perspective visant les effets immédiats qu'elle a eu sur l'Église Catholique Romaine de France mais aussi, visant les conséquences tardives sur les Eglises Orthodoxes de l'Europe de l'Est.

1. Motivation de la recherche

La Révolution française de 1789 est un sujet qui continue encore d'animer les esprits et de fasciner. Elle est le prototype de la révolution moderne sous tous ses aspects : à partir de la lutte parlementaire et de l'activisme politique, jusqu'aux crimes commises au nom d'une certaine idéologie. Au niveau européen, l'année 1789 coïncide symboliquement avec l'apparition de la bourgeoisie sur la scène politique et avec la propension des idées illuministes. En France, la Révolution a apporté la fin dramatique de la monarchie de droit divin mais aussi la paupérisation et la persécution des nobles et de l'Église Catholique Romane. Dans la hiérarchie de *l'ancien régime* d'avant 1789, le clergé et les nobles représentaient les deux premiers états, or les révolutionnaires détruiront cet ordre social féodal, en réduisant toutes les classes sociales à une seule: celle de citoyens. Entre 1793-1794 on voit une campagne massive de déchristianisation de la France. Cette période coïncide avec des tentatives successives soutenues par certains dignitaires révolutionnaires de remplacer le christianisme avec des religions humanistes ou avec des rituels civiques.

La notion d'„*opinion publique*” est un terme d'origine révolutionnaire, ainsi que les autres concepts tellement véhiculés aujourd'hui : *formateurs d'opinion*, *mental collectif* ou bien *volonté politique*. Le background séculaire de ces concepts nous permet de mieux comprendre les mouvements et les idées sécularistes émergées ou réactivées dans les trois dernières décades, dans le paysage est-européen, autrement fondamentalement caractérisé par des valeurs chrétiens. En faisant appel à ce précédent idéologique qui est l'année 1789, notre recherche se propose d'offrir la perspective d'une meilleure compréhension de la violence publiquement et intellectuellement acceptées contre le christianisme est-européen et contre ses valeurs, ainsi

qu'une meilleure compréhension de l'origine de l'opposition – construite et promue d'une manière pragmatique – entre religion et culture, entre dogmatisme et pensée libre etc.

2. État actuel de la recherche

La Révolution Française est devenue « l'exemple par excellence » invoqué pour justifier toutes les situations et les réalités politiques, économiques, sociales ou religieuses. Grâce à son potentiel de diviser et de polariser les esprits, cet événement historique a été instrumentalisé par des diverses idéologies (monarchistes contre républicains, chrétiens contre humanistes, ultra montanistes contres gallicans, libérales contres socialistes, etc.). C'est pour cela qu'il est devenu très important de préciser à quelle école appartient tel ou tel auteur et de placer en contexte les ouvrages traitant le sujet de la Révolution de 1789.

Les premiers ouvrages sur le sujet sont apparus les jours même de la Révolution. Leurs auteurs sont Edmund Burke (1790), Joseph de Maistre et Louis de Bonald (1796) et le jésuite Augustin de Barruel (1798-99). Parmi les écoles historiographiques on distingue:

- L'école „*fataliste*” ou „*déterministe*”, environ 1820-1830 : François-Auguste Mignet (1824); Adolphe Thiers (1823-1827); François Guizot (1823; 1850); Augustin Thierry (1820; 1850); Thomas Carlyle (1837);
- L'école libérale: Alexis de Tocqueville (1856); François Furet (1978);
- L'école anticléricale : Jules Michelet (1847-1853); Edgar Quinet (1845; 1865);
- L'école „*classique*” ou „*jacobin-marxiste*”, environ 1880, annoncée déjà par Louis Blanc et son „*Histoire de la Révolution Française*” (13 volumes, 1847-1862). Parmi ses représentants proéminents :
 - Première génération : Alphonse Aulard (1901), Albert Mathiez (1922);
 - La deuxième génération, 1963-1970 : Georges Lefebvre; Albert Soboul;
 - La troisième génération: Michel Vovelle (1933-2018); Claude Mazauric (n. 1932).
- L'école „*révisionniste*” conteste, à partir de 1960, l'interprétation marxiste. Les plus importants ouvrages sont d'origine anglo-saxonne : Alfred Cobban (1963); George V. Taylor; John McManners; Richard Cobb; William Doyle; Timothy Tackett; Simon Schama; Lynn Hunt;

- L'école „*Annales*” (d'après *Annales d'histoire économique et sociale*), marquée par des révisionnistes français, à partir de 1965: François Furet (1927-1997); Mona Ozouf (n. 1931).

Parmi les historiens qui ont traité d'une manière professionnelle des thèmes visant l'Église Catholique Romaine de XVIIIe siècle et pendant la Révolution, nous rappelons John McManners (*The French Revolution and the Church*, 1969), Michel Vovelle (*Religion et Révolution*, 1976) et Timothy Tackett (*La Révolution, l'Église et la France*, 1986), mais aussi les historiens chrétiens Jean de Viguerie (n. 1935), Dale K. Van Kley (n. 1941), et Nigel Aston.

Nous signalons aussi quelques monographies, dédiées à la Révolution et qui ont été traduites en roumain : Albert Soboul (*La Révolution française*; 1948, traduite en 1962); Edmund Burke (2000) ; François Furet (*Réflexions sur la Révolution Française* ; 1978, traduite en 2012).

3. Objectifs et méthode de recherche

Notre démarche scientifique est centrée autour des événements les plus importants de la Révolution française, en attirant surtout l'attention sur ceux qui ont eu un impact direct sur l'Église Catholique Romaine de France en tant qu'institution, mais aussi sur les campagnes idéologiques déroulées contre le christianisme, à travers des différentes étapes, entre 1789 et le Concordat imposé par Napoléon, le 8 avril 1802. Notre intention a été celle de relever les aspects religieux de la Révolution française et de sonder les effets durables que celle-ci a eu sur la vie ecclésiale de XXe siècle. C'est pour cela que nous avons ajouté à la fin de notre ouvrage une annexe contenant un tableau chronologique synoptique (pages 254-265) avec les événements civils et religieux les plus marquants, déroulés dans l'espace européen, jusqu'au couronnement de Napoléon, en 1804. Nous avons également annexé 26 listes, soit 58 pages, contenant les noms des martyres chrétiens de la Révolution, béatifiés ou en cours de béatification (pages 266-324). Les 22 caricatures et estampes avec sujet religieux (pages 341-360), datant de l'époque de la Révolution (les années 1770-1799) sont censées de crayonner pour les lecteurs l'esprit de ce temps. En fin, un glossaire de noms (pages 325-327) et un glossaire de termes techniques (pages 328-333), ainsi qu'une sélection de cartes de la France (pages 334-340) se retrouvent à la fin de la thèse.

Comme sources primaires, nous avons utilisé des archives parlementaires révolutionnaires, des documents constitutionnels de l'époque, des collections de manifestes, des pamphlets, des estampes et des chansons révolutionnaires, et enfin et surtout des œuvres appartenant à des contemporains de la Révolution. Significatives pour le mental collectif de la société française avant la Révolution, sont les œuvres de Voltaire (1694-1778) et de Jean-Jacques Rousseau (1712-1778), dont nous avons utilisé les textes originaux mais aussi leurs traductions roumaines. Les sources que nous avons abordées pour les discours et les documents les plus importants sont *L'histoire de la Révolution française* de Mignet (1824), le site de l'Université Stanford (<https://frda.stanford.edu/en/>) et celui de la Bibliothèque Nationale de France (<http://gallica.bnf.fr>).

En ce qui concerne les sources secondaires, nous avons essayé de rester objectifs, en notant par exemple les variations des chiffres véhiculés par un historien ou par un autre, ou en signalant la couleur idéologique proposée par tel ou tel commentaire. La priorité dans le choix de sources a été représentée par les ouvrages les plus récents, en saisissant de cette manière les progrès enregistrés dans l'étude historique de la Révolution.

4. Le plan de la thèse

Le plan général de notre ouvrage suit la succession des principales étapes de la Révolution Française, ainsi :

- L'étape parlementaire (Mai-Juin 1789) ;
- La lutte révolutionnaire (le 11 Juillet 1789 – Septembre 1792);
- La Première République Française ; La Convention Nationale (le 20 Septembre 1792 – le 31 Octobre 1795)
 - Le régime de la Terreur (le 5 Septembre 1793 – le 27 Juillet 1794);
- Le Directorat (le 3 Novembre 1795 – Novembre 1799);
- Le Consulat (9-10 Novembre 1799 – 2 Décembre 1804, Couronnement de Napoléon).

Excepté la période du Directorat et celle du Consulat, qui ont été traitées ensemble, nous avons dédié à chaque période un chapitre entier, tout en mettant en évidence par contre l'attitude à l'adresse de l'Église Catholique Romaine : la lutte révolutionnaire contre l'Église (la

sécularisation; chapitre. IV, p. 96-112); la tentative de déchristianisation de la France pendant le régime de la Terreur (chapitre. V, p. 113-145); la réhabilitation de l'Église pendant le Directoire et la Concordat avec le Vatican, pendant le consulat de Napoléon (p. 146-156). A ces chapitres nous avons ajouté encore deux : chapitre VII (p. 157-175), qui souligne les conséquences que la Révolution a eu sur l'Église Catholique Romaine et la religiosité française jusqu'au XXe siècle et chapitre VIII (p. 176-231), qui parle des conséquences que la Révolution Française a exercé sur le christianisme de l'Europe de l'Est.

Chapitre I : Raisons politiques et économiques, philosophiques et religieuses de la Révolution Française

La principale cause de la Révolution a été la *crise économique* aggravée avec le temps. À sa mort, en 1715, le „Roi-Soleil” laisse comme héritage pas seulement une administration régale centralisée et la splendeur de Versailles, mais aussi un déficit budgétaire considérable, soit les recettes fiscales des 20 dernières années. À partir de 1726 la pratique de la collecte indirecte des redevances (ce service étant confié aux nobles et à la bourgeoisie) est devenue ininterrompue, fait qui a favorisé la corruption et les abus. À partir de 1750, la Couronne française est devenue incapable de rembourser les garanties déposées par les agences auxquelles elle-même avait confié la collecte des impôts. Ce fait a renforcé la position de ces agences, en les transformant en créditeurs de la Couronne.

La France avait perdu pendant „la guerre de sept ans” ses colonies nord-américaines, mais elle gardait toujours celles de Caraïbes. Afin de se venger contre l'Angleterre pour les pertes subies, la France prend la part des colonies dans la Guerre américaine d'indépendance (1776-1783). Cette démarche de soutien a généré des coûts exorbitants, entre un et deux milliards de livres. À la fin de la guerre américaine la Couronne enregistrait une dette de 3,4 milliards de livres et un déficit de 80 millions de livres par an, son niveau budgétaire étant d'environ 600 millions de livres. Le 8 août 1788 on déclare la faillite de l'État.

Le nombre de familles nobles constituant „le second état „ était estimé entre 25.000 et 60.000. Les nobles détenaient 20% de la richesse de France et ils étaient dépourvus de la paye des impôts directs. La vente des titres nobiliaires ainsi que les mésalliances sont devenues des pratiques courantes, fait qui a déterminé l'apparition des dynasties administratives, appartenant à

la *noblesse de robe*. Ce de cette manière qu'une grande partie de la bourgeoisie et devenue noble. Voltaire lui-même ajoute à son pseudonyme la particule „de”, Danton aussi signait avec „d'Anton”. En 1789, tous les ministres, sauf le banquier suisse Necker, ministre de finances, étaient nobles.

Lors de l'Ancien Régime, la bourgeoisie française comptait un nombre d'environ 2-3 millions de personnes, parmi lesquelles : des industriels, des marchands riches, des médecins, des avocats, des fermiers riches, des notaires de province et des gens qui détenaient des fonctions juridiques. En fait, la bourgeoisie administrative et juridique a souvent été l'alliée de la monarchie contre la noblesse féodale. Mais malgré son potentiel financier considérablement augmenté, la bourgeoisie faisait toujours formellement partie du Tiers état et était dépourvue de tout droit politique. Ces catégories socio-professionnelles bourgeoises, puissantes de point de vue financier, réclamaient donc leurs place sur la scène politique française.

L'économie de la France pendant l'Ancien régime était particulièrement agraire. Les paysans et les petits propriétaires de terrains étaient ceux qui payaient la dîme et les autres redevances féodales. Cette catégorie était la plus affecté par les crises économiques (la guerre du blé, par exemple), ou par des cataclysmes naturels (l'éruption du volcan Laki, en Islande, en juin 1783 et février 1784).

L'industrie textile à son tour a été grièvement défavorisée, à cause des importations devenues prépondérants. Les ouvriers appartenant à cette branche ont pu être facilement manipulés et ralliés à la „cause” révolutionnaire.

L'histoire de la presse a été intimement liée à celle de la Révolution, car c'est elle qui perpétuait et alimentait les conspirations, les pamphlets, les manifestations et pas dernièrement les rumeurs. La première publication, *Journal de Paris* est paru en 1777 et a été suivie par autre 500 journaux parisiens.

Cette étape correspond à la diminution de l'intérêt des français pour l'église et la vie religieuse en général. Des indices comme 1) le taux de la communion des fidèles, 2) le nombre de prêtres et des moines, 3) la mention de l'Église dans les testaments, 4) le nombre de livres religieux publiés, 5) la moralité sexuelle et la pudeur attestent la décadence de la religiosité populaire française. Les œuvres représentatives dans cette période sont *Emile*, de Voltaire et le *Contrat social*, de Rousseau, très à la mode dans l'époque. Les nobles et même le clergé

embrassent des idées illuministes, fait qui les met en conflit avec leur propre appartenance sociale.

À la veille de la Révolution, l'Église Catholique Romaine de France était composée de 136 diocèses, à savoir 12500 membres, dont 59500 prêtres, 60000 moines et religieuses, et 5000 personnes sans fonction ecclésiastique. Les tensions entre la haute hiérarchie ecclésiastique et le petit clergé deviendront à la veille de la Révolution très évidents et aigues. Les courants jansénistes, ainsi que le protestantisme ont contribué à l'affaiblissement de l'Église Catholique.

Chapitre II : Étape parlementaire de la Révolution (Mai – Juillet 1789)

Le troisième chapitre décrit les événements significatifs qui ont précédé la convocation des États généraux en mai 1789, ainsi que l'étape parlementaire de la Révolution (Mai – Juillet 1789). Le manifeste *Qu'est-ce que le Tiers état*, de l'abbé Sieyès est le document le plus représentatif qui a motivé le Tiers état lors de la Révolution. L'abbé Sieyès lui-même a joué un rôle important dans la première étape de la Révolution. Il a survécu à la Terreur, en renonçant publiquement à la foi. Plus tard, il devient membre du Directoire (Juin – Novembre 1789), et facilite l'ascension de Napoléon.

Dès le commencement des travaux, le 5 mai 1789, l'Assemblée des États Généraux a mis en discussion la procédure électorale. Les discussions dégénèrent dans une guerre de procédure, qui durera 5 semaines :

- Le 13 mai, les évêques présents dans l'Assemblée offrent leurs services de médiation entre les états, mais sans aucun succès.
- Le 10 juin, la révolte passive des *Communes* se transforme dans une révolte active : les *Communes* avancent la proposition de vérifier les accréditations de „tous les représentants de la nation”, présents ou pas dans l'Assemblée lors de la vérification.
- Le manque de cohésion entre les délégués du Premier état devient évident le 13 juin, jour où plusieurs représentants du clergé rejoignent les *Communes*.
- A l'initiative de Sieyès, le 17 juin, les *Communes* se transforment en *Assemblée Nationale* ; c'était en fait le parlement révolutionnaire.

- Le 19 juin 1789 les députés appartenant au clergé votent le ralliement à l'Assemblée Nationale
- Le 20 juin, la garde royale interdit à l'Assemblée Nationale l'accès dans la salle commune.
- Le 23 juin, le roi Ludovic XVI refuse toujours de reconnaître l'Assemblée Nationale.
- Le 25 juin arrive à Versailles le duc d'Orléans, le cousin du roi, accompagné par 46 nobles. Ceux-ci se rejoignent l'Assemblée Nationale.
- Le 8 juillet, l'Assemblée décide l'élection d'un comité de six membres (deux ecclésiastiques, deux nobles, deux membres de l'ancien Tiers état), comité chargé à rédiger une Constitution.
- Le 9 juillet 1789, l'Assemblée Nationale est succédée par l'Assemblée Nationale Constituante.

Chapitre III : L'éclat de la Révolution

Le 11 juillet 1789, Necker, le ministre de finances, encore très populaire, est congédié. Le fait engendre des violences à Paris et à Versailles. Le 14 juillet, la chute de la Bastille, marque le commencement d'une longue série de violences. *La grande peur* atteint dans les premières trois semaines après la chute de la Bastille cinq grandes régions de la France : la Normandie, le Hainaut, l'Alsace, Franche Comté et la Vallée de la Saône.

D'une haute importance pour notre thème est la date de 26 août 1789, la date où *l'Assemblée nationale constituante* proclame la *Déclaration des droits l'homme et du citoyen*, dont l'article 10 est particulièrement à noter : *Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi.*

D'autres événements importants à souligner sont :

- Le 5 octobre 1789 : *La marche des femmes* ; la famille royale est amenée à Tuileries.
- Le 17 juin 1791 : le massacre du Champs de Mars.
- Le 3 septembre 1791 on adopte la Constitution révolutionnaire.

- Le 20 avril 1792 la France déclare la guerre à l'Autriche et ensuite à la Prusse.
- Le 21 septembre 1792 la *Convention nationale* proclame la République française
- Le 21 janvier 1793 le roi Ludovic XVI est guillotiné.

Chapitre IV : La lutte révolutionnaire contre l'Église romano-catholique de France

La *Déclaration des droits l'homme et du citoyen* promeut l'égalité de tous les cultes et de toutes opinions devant la loi. Le fait même est une attaque à l'adresse de l'Église catholique. À cela on ajoute la proposition de sécularisation des biens de l'Église, proposition appartenant au Talleyrand (1754-1838). Cette proposition sera adoptée le 2 novembre 1789.

Le 13 février 1790 *l'Assemblée nationale* décide la dissolution de tous les ordres monastiques, à l'exception de ceux qui jouent un rôle dans le domaine social et dans l'enseignement. Le 12 juillet 1790 on promulgue la *Constitution civile du clergé*, en vertu de laquelle on supprime 52 diocèses et environ 4000 paroisses. Le 3 janvier 1791 on ordonne aux membres du clergé faisant partie de *l'Assemblée nationale* de prêter serment devant la nation. 40 d'entre eux refusent de le faire. On distingue à partir de ce moment-là entre les prêtres constitutionnels (ceux qui ont prêté serment) et les prêtres réfractaires (ceux qui ont refusé de prêter serment). Le 24 février 1791, Talleyrand ordonne les deux premières évêques constitutionnelles : Monseigneur Expilly et Monseigneur Marolle.

Le 15 juin 1791, *l'Assemblée nationale* interdit aux prêtres de porter les aubes en dehors de l'église. Le 5 avril 1792 on ferme la faculté de théologie de Sorbonne. Celle-ci sera rouverte en 1808.

En 1793, la France déclare la guerre à l'Angleterre, à la Hollande et à l'Espagne, se retrouvant ainsi en état de guerre avec tous ses voisins.

Chapitre V : La Terreur (5 Septembre 1793 – 27 Juillet 1794) et le projet de déchristianisation de la France

Les prêtres réfractaires sont considérés agents secrets, au service des étrangères. On enregistre les premières violences contre le clergé, ainsi, le 29 avril 1792, les forces révolutionnaires tuent un prêtre à Lille et 13 nonnes ursulines. Le 27 mai 1792, *l'Assemblée*

nationale légifère la déportation des prêtres réfractaires. Les crimes dont les victimes sont les ecclésiastiques deviennent de plus en plus nombreux.

Le 14 août 1792 on institue le *petit serment* ou le *serment de liberté-égalité*, que chaque prêtre était obligé de le prêter, en cas contraire les prêtres sont déportés dans la Guyane.

Entre le 2 et le 7 septembre 1792, des révolutionnaires fanatiques, sous l'influence de Jean-Paul Marat, massacrent dans les prisons de Paris environ 1300 prisonnières, dont 3 évêques et 230 prêtres. Le 17 septembre 1793, la Convention nationale adopte la *Loi de suspects*, loi qui permet l'arrestation et un procès rapide de ceux qui étaient considérés ennemis de la Révolution.

On estime que lors de la Terreur, instaurée en septembre 1793, 20.000 prêtres ont été contraints de déposer leurs lettres d'ordination (c'est-à-dire de renoncer à l'office) et entre six et neuf mille moines ont été obligés de se marier. Environ 30.000 prêtres et moines ont été obligés de quitter la France (dont 118 évêques et archevêques) et entre trois et cinq mille prêtres ont été tués, parce qu'ils ont refusé de se laisser exiler.

L'historien Nigel Aston apprécie que dans seulement 150 églises (la France en comptait de 40.000 avant 1798) on célébrait encore la messe. À partir de 18 fructidor année V (4 septembre 1797) et ensuite de 18 brumaire année VII (9 novembre 1799), 400 églises seront détruites. Lors des *noyades* organisées par Jean-Baptiste Carrier à Nantes (1756-1794), 241 prêtres seront exécutés.

Enfin, de nombreuses églises ont été braquées, le clergé a été décimé, les révolutionnaires ont organisé des processions blasphématoires, on a remplacé les prénoms chrétiens avec des noms païens gréco-romains et on a remplacé la religion catholique avec le culte de l'Être suprême (8 juin 1794) ou bien avec la *Théophilantropie*, un courant soutenu par Robespierre.

Chapitre VI : L'Église Romano-Catholique de France redevient légale (1795 – 1802)

La chute du régime de la *Terreur* et des jacobins suite à la Réaction thermidorienne (27-28 juillet 1794) n'a pas forcément représenté une amélioration immédiate du statut de l'Église. Le 21 février 1795, la Convention nationale garantit la liberté religieuse privée en France, néanmoins souligne l'obligation du clergé de prêter le *petit serment*. Un autre décret de 1795 interdit l'affichage des symboles catholiques chrétiens dans l'espace public. Les prêtres n'ont plus le droit, par exemple, de porter leurs soutanes en dehors de l'église.

On estime qu'en 1796 il n'y avait plus que 15.000 prêtres pour les 40.000 paroisses restées après la Révolution.

En 1800 Napoléon négocie avec le Pape Pius VII un nouveau Concordat. Ce nouveau Concordat consacrait l'obligation du serment civil des prêtres mais aussi l'obligation de l'état de soutenir l'Église, qui revient dans la subordination du Vatican. En 1802 Napoléon amnistie les prêtres exilés pendant la Révolution et interdit le Culte de la Raison, le Culte de l'Être Suprême et la Théophilantropie.

Chapitre VII : Les répercussions de la Révolution sur l'Église et sur la religiosité française

Après la Révolution, pour la plupart de français, la naissance, le mariage, les enterrements deviennent des actes exclusivement civils. Le nombre des divorces augmente considérablement.

L'esprit révolutionnaire français porte ses fruits vers la fin de XIXe siècle et vers le début du XXe siècle. La loi de 9 décembre 1905, concernant la séparation des Églises et de l'État proclame la liberté de conscience, garantit le libre exercice des cultes et met la base du principe de séparation des Églises et de l'État. Selon cette loi, les diocèses seront obligés de se constituer en „associations cultuelles”, dont l'activité exclusive est l'exercice du culte. Cette loi sera condamnée promptement par Pape Pius X et elle ne sera acceptée que 19 années plus tard, par Pius XI.

Chapitre VIII : Les implications sécularistes de la Révolution Française sur le christianisme est-européen au XXe siècle

Le premier sous chapitre (p. 176-180) décrit les effets de l'Illuminisme sur l'Église Orthodoxe de la Russie, à savoir : sa sécularisation administrative (1700; 1721), la sécularisation des biens appartenant aux monastères (1763), la réforme utilitariste du monachisme (1721), les idées catholiques et protestantes qui ont pénétré l'enseignement théologique. Alors la Révolution

française devient un repère primordial pour les parties politiques et les idéologues russes qui préparaient leur propre révolution, celle de 1917.

Pour les autres églises orthodoxes (de Roumanie, de la Grèce, de la Serbie et de la Bulgarie), la Révolution française – faite connue et popularisée à travers les mouvements de 1821 et 1828 – a représenté l’essor de la lutte pour l’autocéphalie. Les pages 184 à 196 traitent le sujet de l’autocéphalie et de la réorganisation des Métropolies roumaines.

Deux autres sous chapitres traitent de la manière dont la Révolution française a été revendiquée et exploitée par l’idéologie marxiste ainsi que du régime de la Terreur instauré à partir de septembre 1918 en Russie, après la révolution bolchevique. Entre 1918 et 1920 ont été tués 28 évêques ; des milliers de prêtres ont été tués ou incarcérés ; et, selon les documents officiels 12.000 laïques ont été assassinés à cause de leurs activités religieuses. En 1922, plus de 8000 personnes, dont 2691 prêtres, 1962 moines et 3447 nonnes ont payé avec leurs vies pour leur foi chrétienne. Les mesures répressives et antichrétiennes en Russie rappellent les mesures jacobins d’autrefois: a) le remplacement de la semaine, avec une semaine de six jours, afin que les gens ne puissent plus célébrer le dimanche; b) l’opposition entre éducation, progrès, enseignement et l’église, la religion, assimilée au bigotisme; c) dénigrement public du clergé ; d) développement des anti-rituels bolcheviques, afin d’exclure l’église lors des enterrement, mariages, naissances; e) des musées antireligieuses, fermeture des églises célébrées publiquement; f) l’ „émancipation de la femme”, ; etc.

L’avant-dernier sous-chapitre (p. 213-226) met en discussion les politiques antireligieuses promues par l’État roumain dans les premières années du régime communiste (1946-1964). Parmi les mesures les plus néfastes, à mentionner sont : le décret 410/28 d’octobre 1959 qui prévoit la réorganisation des monastères ; la persécution du clergé et des orthodoxes entre les années 1952-1963.

Enfin, le dernier sous-chapitre (p. 226-231) présente quelques propos sur les identités confessionnelles et le sécularisme postcommuniste dans les pays de l’Europe de l’Est, au début du XXIe siècle. À remarquer est l’apparition de nombreuses ONG „humanistes”, promouvant un agenda antireligieux, dans les sens le plus strict du sécularisme et de l’athéisme scientifique.

Les **conclusions** (p. 232-236) montrent entre autres l’attitude de l’Église Catholique Française lors de la Révolution : on voit celle-ci, au début, en 1789, ralliée à la cause

révolutionnaire, on la voit ensuite persécutée (1793-1794), après, tolérée (1795-1801), et en fin, redevenue légale, en 1802. On estime un nombre de 8000 prêtres et religieux tués, auquel on ajoute des victimes laïques, mais les listes que nous avons pu identifier ne contiennent que 1027 martyrs béatifiés ou en cours de béatification par l'Église Catholique.

Les campagnes de déchristianisation de la France montrent de similitudes avec celles entreprises des années plus tard, en Russie, lors de la révolution bolchevique, bien que la dernière excelle quand même par la durée, par son caractère systématisé et par sa dureté. Les conséquences de la Révolution française sur les autres Églises orthodoxes traditionnelles européennes ont été ressenties à partir du XIXe siècle :

- 1) La lutte pour l'autocéphalie ;
- 2) L'affirmation du concept d'église nationale, avec une juridiction territoriale clairement définie ;
- 3) L'esprit parlementaire et la réclamation par les hommes politiques des fonctions dans l'administration ecclésiastique;
- 4) La tentative de l'État de subordonner l'Église afin de la mieux contrôler;
- 5) Après la chute du communisme en 1989 : l'apparition d'un nouvel éthos séculaire, les discussions concernant le rôle de l'Église dans l'espace public, l'identité nationale et l'identité religieuse, la coopération de l'Église et de l'État.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

A. Sources écrites

1. ***, *Martiri pentru Hristos, din România, în perioada regimului comunist*, Editura Institutului Biblic și de Misiune Ortodoxă, București, 2007.
2. ***, *Chronique du XXème siècle*, Éditions Chronique, Paris, 2013.
3. BARRUEL, Augustin de, *Histoire du clergé pendant la Révolution française*, 2 vol., Londres et Paris, Chez les libraires, ¹1797; Baylis, Londra, ²1801, reluată în ediție anastatică, Forgotten Books, Londra, 2015.
4. BURKE, Edmund, *Reflecții asupra Revoluției din Franța*, traducere, studiu introductiv și note de Mihaela Czobor-Lupp, Nemira, 2000.
5. *Legea alegerii mitropoliților și a episcopilor eparhioți cum și a constituirii Sfântului Sinod al Sfintei Biserici Autocefale Ortodoxe Române*, în *Biserica Ortodoxă Română*, nr. 2/1874, p. 81-86.
6. MURGESCU, Bogdan (coord.), *Istoria României în texte*, Editura Corint, București, 2001.
7. RAINES, John C., (ed.), *Marx on Religion*, Temple University Press, Philadelphia, 2002.
8. ROUSSEAU, Jean-Jacques, *Despre contractul social sau principiile dreptului politic*, traducere și studiu introductiv N. Dașcovici, ¹1920, Ed. Mondero, București, 2007.
9. VOLTAIRE, *Correspondances (1767-68)*, éd. Louis Moland, Garnier, Paris, 1875, t. 45, vol. 13.
10. IDEM, *Dicționarul Filosofic*, trad. Cristina Ștefănescu, Ed. Prietenii Cărții, București, 2005.
11. IDEM, *Œuvres complètes*, Garnier, Paris, 1879, tomes 21; 27.
12. IDEM, *Œuvres complètes de Voltaire*, éd. Ch. Lahure, Hachette, Paris, 1861, vol. 30.
13. IDEM, *Traité sur la tolérance*, éd. GF-Flammarion, Paris, 1989.

B. Sources électroniques

1. *Le Concordat de 1801 et les articles organiques du culte catholique, avec toutes les modifications jusqu'à nos jours. Textes officiels annotés, avec les protestations du pape Pie VII contre les articles organiques, par un agent de contentieux administratif (1er décembre 1893)*, Librairie de l'Oeuvre de Don Bosco, Marseille, 1894, p. 11, facsimil electronic

- consultat pe pagina de internet Bibliotecii Naționale Franceze, [www.gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1168402r.r=concordat 1801?rk=193134;0](http://www.gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1168402r.r=concordat%201801?rk=193134;0), accesată la 21.06.2016
2. *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, 26 August 1789, facsimil electronic, disponibil pe pagina de internet a Bibliotecii Naționale Franceze, <<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b8410817c/f1>>, accesată la 06.06.2016.
 3. *La loi du 7 juillet 1904 sur l'interdiction de l'enseignement congréganiste*, ca Anexa 2 a documentarului lui Christian SORREL, *Les mots de la laïcité*, publicat de Institut Supérieur d'Étude des Religions et de la Laïcité (ISERL), disponibilă ca document PDF pe pagina: <iserl.fr/docs/vid-laicite/04-SORREL/04-SORREL-annexe2.pdf>, accesată la 18.05.2018.
 4. *La loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État* în *Journal officiel* du 11 décembre 1905 (versiunea originală), extras în format PDF, descărcat de pe pagina de internet: www2.cnrs.fr/sites/thema/fichier/loi1905textes.pdf, accesată la 22.05.2018.
 5. SIEYÈS, Emmanuel Joseph, *Qu'est-ce que le Tiers-État?*, 1789, ediția a treia, facsimil electronic disponibil pe pagina de internet a Bibliotecii Naționale Franceze, <<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k41687k/f4.image>>, accesată la 28.05.2016.
 6. <<https://frda.stanford.edu/en/ap>>, site-ul Universității Stanford, secțiunea dedicată Arhivelor Parlamentare franceze ale anilor 1789-1794, accesată la 04.06.2018
 7. <<https://frda.stanford.edu/en/images>>, site-ul Universității Stanford, secțiunea dedicată stampelor și caricaturilor din timpul Revoluției Franceze (1789-1799), accesată la 04.06.2018.

C. Livres et monographies

1. ANDRESS, David, *Massacre at the Champ de Mars. Popular Dissent and Political Culture in the French Revolution*, The Royal Historical Society, The Boydell Press, Suffolk & New York, 2000.
2. ASTON, Nigel, *Religion and Revolution in France, 1780-1804*, Catholic University of America Press, Washington D.C., 2000.

3. AULARD, Alphonse, *Le culte de la raison et le culte de l'être suprême*, 1793–1794, Félix Alcan, Paris, 1892.
4. BLACKLEDGE, Paul, *Marxism and Ethics. Freedom, Desire, and Revolution*, State University New York Press, New York, 2012.
5. BOER, Roland, *Lenin, Religion, and Theology*, Palgrave MacMillan, New York & Houndmills, Hampshire, 2013.
6. BOIA, Lucian, *Istorie și mit în conștiința românească*, Humanitas, București, ¹1997, ³2011.
7. IDEM, *Strania istorie a comunismului românesc (și nefericitele ei consecințe)*, Humanitas, București, 2016.
8. BUXTON, Charles, *Russia and Development. Capitalism, Civil Society and the State*, Zed Books, London, 2014.
9. CARPENTIER, Jean; LEBRUN, François (coordonatori); CARPENTIER, É.; MAYEUR, J.-M.; TRANOY, A. (colaboratori), *Istoria Franței*, prefață de Jacques LeGoff, traducere de Aurelia Stoica, Ed. Institutul European, Iași, 2001.
10. DAVIDSHOFER, William J., *Marxism and the Leninist Revolutionary Model*, Palgrave Macmillan, New York, 2014.
11. DOYLE, William, *The Oxford History of the French Revolution*, Clarendon Press, 1989.
12. ENACHE, George; PETCU, Adrian Nicolae, *Monahismul ortodox și puterea comunistă în România anilor '50*, Editura Partener, Galați, 2009.
13. IDEM, *Patriarhul Justinian și Biserica Ortodoxă Română în anii 1948-1964*, Editura Partener, Galați, 2009.
14. ESCANDE, Renaud (ed.) et alii, *Le livre noir de la révolution française*, Éd. du Cerf, Paris, 2008.
15. FURET, François, *The French Revolution, 1770-1814*, translated by Antonia Nevill, Hachette, ¹1988 (în franceză), Blackwell Publishers, ¹1992 (în engleză), ²1996.
16. FURET, François; OZOUF, Mona (ed.), *A Critical Dictionary of the French Revolution*, Harvard University Press, 1989.
17. GIBSON, Ralph, *A Social History of French Catholicism, 1789–1914*, Routledge, London, 1989.
18. DE LA GORCE, Pierre, *Martyrs et apostats sous la Terreur (1793-1794)*, Librairie Plon, Paris, 1934.

19. HAMPSON, Norman, *A Social History of the French Revolution*, Routledge, London and New York, ¹1963, ed. electronică Taylor & Francis, 2006.
20. HASTINGS, Adrian (ed.), *A World History of Christianity*, William B. Eerdmans Publishing Company, Grand Rapids Michigan, 1999.
21. HUNT, Jocelyn, *The French Revolution*, Routledge, London and New York, ¹1998, Taylor and Francis e-Library, ²2005.
22. JEDIN, Hubert; DOLAN, John (ed.), *History of the Church*, vol. IX – *The Church in the Industrial Age*, The Crossroad Publishing Company, New York, 1981.
23. JONES, Peter M., *The French Revolution, 1787-1804*, Longman, an imprint of Pearson, London, ¹2003, ²2010.
24. KLAITS, Joseph; HALTZEL, Michael H. (ed.), *The Global Ramifications of the French Revolution*, Woodrow Wilson Center Press & Cambridge University Press, Cambridge U.K., ¹1994, ²2002.
25. KNOX, Zoe, *Russian Society and the Orthodox Church. Religion in Russia after Communism*, Routledge Curzon, Taylor & Francis, London & New York, 2005.
26. LARKIN, Maurice, *Church and State after the Dreyfus Affair. The Separation Issue in France*, Palgrave Macmillan, 1974.
27. LAUGA de LARTIGUE, Abbé Pierre, *Vie et mort de l'Abbé Lauga*, Éditions Bergeron-Sanders, St Marcel par Argenton sur Creuse, 1995.
28. LEUȘTEAN, Lucian N., *Orthodoxy and the Cold War. Religion and Political Power in Romania, 1947-65*, Palgrave Macmillan, 2009.
29. LEWIS, Gwynne, *The French Revolution: Rethinking the Debate*, Routledge, London-New York, 1993.
30. LONG (ed.), Kathleen P., *Religious Differences in France: Past and Present*, Truman State University Press, 2006.
31. MADAULE, Jacques, *Istoria Franței*, ¹1943 (în franceză), traducere de Eugen Rusu, Ed. Politică, București, 1973, vol. I-III.
32. MARTIN, Jean-Clément, *La Vendée et la Révolution. Accepter la mémoire pour écrire l'histoire*, Perrin, collection Tempus, 2007.
33. MATHIEZ, Albert, *Les Origines des cultes révolutionnaires (1789-1792)*, Librairie G. Bellais, Paris, 1904.

34. IDEM, *La théophilanthropie et le culte décadaire, 1796-1801: essai sur l'histoire religieuse de la Révolution 1796-1801*, Felix Alcan, Paris, 1903, Slatkine Megariots Reprints, Geneve, 1975 (Reprod. en fac-sim.).
35. MAYER, Arno J., *The furies : violence and terror in the French and Russian Revolutions*, Princeton University Press, Princeton, New Jersey / Chichester, West Sussex, 2000.
36. MCPHEE, Peter (ed.), *A companion to the French Revolution*, Wiley-Blackwell, Chichester, 2013.
37. IDEM, *The French Revolution, 1789-1799*, Oxford University Press, Oxford & New York, 2002.
38. IDEM, *A Social History of France, 1789-1914*, Routledge, ¹1992, Palgrave Macmillan, Houndmills – New York, ²2004.
39. MIGNET, Francois-Auguste, *History of the French Revolution from 1789 to 1814*, ¹1824, BiblioBazaar, 2006.
40. NORRIS, Pippa; INGLEHART, Ronald, *Sacred and Secular. Religion and Politics Worldwide*, Cambridge University Press, Cambridge & New York, 2004.
41. PĂCURARIU, Mircea, Pr. Prof., *Istoria Bisericii Ortodoxe Române*, vol. 3, Ed. IBMBOR, București, 1994.
42. POSPIELOVSKY, Dmitry V., *A History of Soviet Atheism in Theory and Practice, and the Believer*, vol. 1 - *A History of Marxist-Leninist Atheism and Soviet Anti-Religious Policies*, Palgrave Macmillan, New York, 1987.
43. POULET, Charles, *Histoire du Christianisme*, Beauchesne et Fils, Paris, 1957, vol. IV, tomul II.
44. SECHER, Reynald, *Le génocide franco-français: la Vendée-Vengé*, Presses universitaires de France, Paris, 1988, c1986; în englezește: *A French Genocide: The Vendée*, translated by George Holoch, University of Notre Dame Press, Notre Dame, Ind., 2003.
45. SHLAPENTOKH, Dmitry, *The Counter-Revolution in Revolution. Images of Thermidor and Napoleon at the Time of Russian Revolution and Civil War*, Palgrave MacMillan, New York & Houndmills, Hampshire, 1999.
46. SOBOUL, Albert, *Revoluția franceză, 1789-1794*, traducere de C. Borănescu, Editura Științifică, București, 1962.

47. IDEM, *Understanding the French Revolution*, translation by April Ane Knutson, International Publishers, New York, 1988.
48. TALLET, Frank; ATKIN, Nicholas (ed.), *Religion, Society and Politics in France Since 1789*, Continuum International Publishing, 1991.
49. DE VIGUERIE, Jean, *Christianisme et Révolution. Cinq Leçons d'histoire de la Révolution Française*, Nouvelles Éditions Latines, Paris, 1986.
50. IDEM, *Histoire du citoyen. L'«être nouveau» (de 1789 à nos jours)*, Via Romana, Versailles, 2014.

D. Études et articles

1. BOURDIN, Philippe; BOUTRY, Philippe, „L'Église catholique en Révolution: l'historiographie récente”, *Annales historiques de la Révolution française*, 355, janvier-mars 2009, pp. 3-23.
2. CABANEL, Patrick, „Le grand exil des congrégations enseignantes au début du XXe siècle. L'exemple des Jésuites”, în *Revue d'histoire de l'Église de France*, tome 81, n°206, 1995, număr tematic: *L'enseignement catholique en France aux XIXe et XXe siècle*, sous la direction de Gérard Cholvy et Nadine-Josette Chaline, pp. 207-217.
3. CHISICK, Harvey, „The pamphlet literature of the French revolution: An overview”, în *History of European Ideas*, vol. 17 (1993), nr. 2-3, pp. 149-166.
4. GUERLAC, Othon, „The Separation of Church and State in France”, *Political Science Quarterly*, Vol. 23, No. 2 (1 June 1908), pp. 259-296.
5. MARTIN, Jean Clement, *Documentation photographique*, Dossier nr. 8054: *La Révolution*, 2006, 63 pp.
6. VOVELLE, Michel, „L'historiographie de la Révolution Française à la veille du bicentenaire”, în *Annales historiques de la Révolution française*, Année 1988, N° 272, pp. 113-126.
7. IDEM, „Historiographie de la Révolution (II). Note critique”, în *Annales historiques de la Révolution française*, Année 1988, N° 273, pp. 307-315.

E. Autres documents électroniques

1. ***, *64 bienheureux martyrs des Pontons de Rochefort*, articol publicat pe pagina de internet: <http://saintsdefrance.canalblog.com/archives/2012/10/07/25272991.html> , articol publicat la 7 octombrie 2012 și consultat la 28.10.2018. Pagina virtuală reia informații cuprinse în prezentarea volumului abatelui Yves Blomme *Les Prêtres déportés sur les Pontons de Rochefort*, éditions Bordessoules, 2005.
2. BASTIÉ, Eugénie; PERRAULT, Guillaume; redacția Le figaro.fr., „Ce que contient la loi de 1905 sur la laïcité”, în ediția electronică *Le Figaro* din 10.04.2018, accesată la 15.06.2018.
3. ***, Art. „Contexte historique de la loi de 1905”, publicat în mai 2001 pe pagina <<https://croire.la-croix.com/Definitions/Lexique/Laicite/Contexte-historique-de-la-loi-de-1905>>, accesată la 22.05.2018.
4. GOYAU, Georges, „The French Concordat of 1801”, în *The Catholic Encyclopedia*, vol. 4, Robert Appleton Company, New York, 1908, consultată pe pagina de internet <http://www.newadvent.org/cathen/04204a.htm>, accesată la 21.06.2016.
5. GUILBAUD, Mathilde, „La loi de séparation de 1905 ou l'impossible rupture”, în *Revue d'histoire du XIXe siècle*, No 28, anul 2004, publicat în format tipărit la 1 iunie 2004, pp. 163-173, și online la 19 iunie 2005, disponibil în format PDF la adresa <<http://rh19.revues.org/627>>, accesată la 22.05.2017.
6. <http://www.institut-de-france.fr/fr/une-institution/son-histoire>, pagina oficială a *Institut de France*, accesată la 22.06.2016.
7. ***, „Martyrs during the French Revolution († 1792-1799)”, cea mai cuprinzătoare listă dedicată martirilor creștini cunoscuți cu numele ai Revoluției Franceze: <<http://newsaints.faihtweb.com/martyrs/MFR01.htm>>, pagină accesată la 28.11.2018.
8. PARIENTÉ, Jonathan „Qui repose au Panthéon?”, articol publicat in versiunea online a ziarului *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/societe/article/2013/10/10/qui-repose-au-pantheon_3492790_3224.html la 10.10.2013, adus la zi la 27.05.2015, accesat la 13.04.2018.
9. RICHTER, Saskia, „Zivilgesellschaft – Überlegungen zu einem interdisziplinären Kontext”, în *Docupedia-Zeitgeschichte*, 8 martie 2016, articol disponibil pe pagina <<http://docupedia.de/zg/Zivilgesellschaft>>, accesată la 01.02.2017.